Pilar PAVÓN (a cura di), *Marginación y mujer en el imperio romano*

Roma, Edizioni Quasar, 2018, 415 p.

Violaine Sebillotte Cuchet

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/clio/17667>

DOI : 10.4000/clio.17667

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2019

ISBN : 978-2-410-01592-8

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Violaine Sebillotte Cuchet, « Pilar PAVÓN (a cura di), *Marginación y mujer en el imperio romano* », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 50 | 2019, mis en ligne le 01 décembre 2019, consulté le 04 janvier 2023. URL : <http://journals.openedition.org/clio/17667> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.17667>

Ce document a été généré automatiquement le 4 janvier 2023.

Tous droits réservés

Pilar PAVÓN (a cura di), *Marginación y mujer en el imperio romano*

Roma, Edizioni Quasar, 2018, 415 p.

Violaine Sebillotte Cuchet

RÉFÉRENCE

Pilar PAVÓN (a cura di), *Marginación y mujer en el imperio romano*, Roma, Edizioni Quasar, 2018, 415 p.

- ¹ L'ouvrage regroupe 17 contributions, majoritairement rédigées en espagnol et en italien, plus l'introduction de l'éditrice scientifique, Pilar Pavón. Les contributions sont presque toutes issues d'un colloque qui fut organisé à l'université de Séville les 4 et 5 octobre 2017 dans le cadre du projet de recherche dirigé par Pilar Pavón, « *Conditio Feminae*. Marginación Política, Jurídica y Religiosa de la mujer durante el Alto Imperio romano (siglos I-III) ». La problématique de la « marginación » des femmes dans l'Empire romain est explicitée dans l'introduction. Puisque seule une minorité de femmes démontre une autonomie financière et économique, l'usage du singulier, la femme (« la mujer »), est justifié, écrit Pilar Pavón. Selon elle, les conditions qui distinguent la situation de la femme de celle de l'homme sont les suivantes : exclusion du *ius suffragii* (droit de suffrage), de la *patria potestas* (pouvoir exercé par le plus âgé des ascendants mâles sur ses enfants et les enfants de ses enfants, filles ou garçons, quel que soit leur âge), du *ius honorum* et impossibilité d'accéder aux charges civiles et publiques. En somme, ajoute-t-elle, suivant le juriste romain Gaius (*Institutiones*), les femmes sont placées sous la tutelle des hommes durant toute leur vie.
- ² La première partie intitulée *Mujer, ciudadanía y tradición : entre la autonomía y la limitación jurídica*, s'ouvre avec un article de Mireille Corbier sobrement intitulé « “Le deuxième sexe” à Rome ». L'auteure s'attache à montrer que la relégation des femmes ne fonctionnait pas de la même manière pour toutes. Elle-même traite des femmes romaines appartenant aux « classes supérieures de la société » ainsi qu'à « la famille

impériale », du 1^{er} siècle avant J.-C. aux deux premiers siècles après J.-C. La stigmatisation des femmes comme individus de statut inférieur est justifiée, rappelle-t-elle, dans les textes des juristes romains, par des propriétés qui seraient propres à leur genre : *infirmus sexus*, *imbecillitas sexus*, *levitas sexus*. L'expression *infirmus sexus*, ou « sexe faible », est attestée uniquement à partir de la fin du IV^e siècle de notre ère. M. Corbier rappelle cependant qu'à la mort du *pater familias*, tous les enfants devenaient autonomes, *sui iuris*. Pourtant, seuls les hommes pouvaient constituer une nouvelle lignée, dépendante de leur propre *patria potestas*. Pour autant, l'autonomie des femmes *sui iuris* se traduisait par leur capacité à administrer le patrimoine dont elles étaient pleinement propriétaires. Pour les femmes majeures selon la loi, la tutelle apparaît d'ailleurs avoir été une disposition formelle, si l'on suit le commentaire du même Gaius dans ses *Institutiones* (cité p. 22, note 5). Sans même recourir aux exemples de capacités d'action, y compris politiques, des femmes de la famille impériale, la question sous-jacente est donc de savoir s'il est pertinent de traiter toutes les femmes de la même manière, ainsi que le faisaient les juristes romains, ou si leur marginalisation avait ses moments, ses lieux et ses discours spécifiques. Dans son article (« *Feminae ab omnibus officiis civilibus vel publicis remotae sunt* (D. 50.17.2, Ulp. 1 *Sab.*) : Ulpiano y la tradición a propósito de las mujeres »), Pilar Pavón commente les passages compilés du *Digeste* qui affirment les incapacités juridiques des femmes romaines et elle examine les exceptions que constituaient les prêtrises du culte impérial et l'évergétisme, d'une part, et les magistratures et liturgies féminines qui se développèrent sous l'Empire, d'autre part. Elle propose d'expliquer ces exceptions, qui concernaient des femmes appartenant à des familles dotées d'un important prestige dans leurs communautés respectives, par l'évolution de la société impériale à laquelle s'opposerait une tradition romaine que les juristes rappelleraient. Déjà, le *ius liberorum* concédé par Auguste permettait aux mères de famille de trois enfants, sous condition d'avoir été enfantés dans la liberté, d'échapper à la *tutela mulieris*. L'ouverture du monde romain à des régions où la tutelle pouvait être dans les mains d'une femme, ainsi en cas de décès du mari [P. Oxy II 265 (81-95)], ou bien à des régions où elle n'existait tout simplement pas, relativiserait les arguments qui fondaient, dans les discours des juristes, l'infériorité des femmes considérées en tant que groupe de sexe.

- 3 La deuxième partie de l'ouvrage analyse la place de « la femme » dans la famille, ses rôles et ses modèles (*Mujer y familia : modelos y roles*) et regroupe trois contributions. Celle de Marta González Herrero, « La interiorización del modelo de feminidad ideal por las mujeres romanas », fait le choix audacieux de présumer l'intériorisation des normes véhiculées par les sources littéraires et l'épigraphie funéraire, notamment par les femmes de l'élite. « *Soror pientissima*. Las relaciones entre hermanos durante el Alto Imperio, entre estrategia familiar y marginación », est due à Anthony Álvarez Melero, dont le récent ouvrage, *Matronae equestres. La parenté féminine des chevaliers romains originaires des provinces occidentales sous le Haut-Empire romain (I^{er}-III^e siècle)*, Brepols Publishers, 2019, souligne plus globalement le rôle des femmes dans les carrières des chevaliers ; il analyse ici le rôle des frères dans les stratégies matrimoniales dont leurs sœurs font l'objet. Enfin, Marta Álvaro Bernal, dans « La división de roles en la infancia : *puellae* educadas para el matrimonio » rappelle la précocité du mariage pour des filles qui, très jeunes, sont déjà préparées à devenir de bonnes maîtresses de maison. Les valeurs attendues de la *materfamilias* paraissent cependant avoir été plus variées qu'il n'y paraît. En particulier, les qualités intellectuelles et artistiques des filles étaient valorisées dans la mesure où elles semblaient garantir leurs capacités à éduquer

correctement leurs propres enfants. Si la mise en œuvre de ces qualités (modestie, piété, fidélité au mari) était plutôt le fait des élites, leur diffusion concernait, selon les épitaphes conservées, la majorité de la population.

- 4 La troisième partie, *Mujeres de la élite: entre la marginalidad política y la visibilidad siocioeconómica*, inclut un article de Rosa María Cid López, « Las Augustae en la dinastía Julio-Claudia. Marginalidad política, propaganda religiosa y reconocimiento social » : l'auteure y analyse la mise en place du culte impérial à partir de la dévolution du titre d'Auguste, d'abord à Octave en 27 av J.-C. puis à son épouse Livie (*Augusta*). En la nommant *Julia Augusta* dans son testament, Auguste incluait son épouse dans sa *Gens* comme si elle avait été sa fille. Par le titre d'*Augusta*, non seulement ces femmes (Livie, Antonia puis Agrippine en particulier) ont accédé à un statut supérieur – sous la République, la dénomination était réservée aux divinités en raison de leur fonction protectrice et reproductrice – mais elles se sont également vu accorder un rôle public par l'exercice de la prêtrise du culte impérial. Pour ces femmes, le titre d'*Augusta* confortait la fonction maternelle qui leur était dévolue (en tant que *matres patriae*) et les amenaient à remplir une véritable fonction publique, même en dehors des charges officielles de gouvernement ou d'administration de l'Empire qui, évidemment, leur échappaient. Si les *Augustae* exercèrent une influence politique, celle-ci prenait la forme de la *pietas* et se traduisait très concrètement par des pratiques évergétiques. Francesca Ceneri, dans « Flaminiche e politica nelle città dell'Italia romana: ruolo attivo o marginale ? », propose de distinguer le point de vue juridique du point de vue économique et politique, le point de vue religieux restant ambigu et débattu. Au niveau local et provincial, des femmes dotées de charges sacerdotales bénéficiaient du statut social de *patronae*, grâce à une capacité financière qui leur permettait de participer pleinement à la vie économique, y compris de manière autonome. Par les honneurs qui leur étaient rendus, elles accédaient à l'espace public tout en restant dépendantes, ajoute Francesca Ceneri, d'un référent masculin. Marcella Chelotti choisit, quant à elle, de se limiter aux documents épigraphiques d'Apulie et de Calabre pour enquêter sur la « bourgeoisie » citadine et quelque peu périphérique par rapport à Rome (« Donne "protagoniste": alcuni esempi dalla Apulia et Calabria »). Inscriptions honorifiques et analyses prosopographiques permettent de mettre au jour des profils de femmes indépendantes, ainsi *Octacilia Secundilla* qui offrit un amphithéâtre à sa cité, sans doute à la fin du 1^{er} siècle de notre ère, ou *Minatia*, probablement une contemporaine, qui faisait estampiller de son nom les briques de sa fabrique de Venosa.
- 5 Dans la quatrième partie, *Mujer y religión: de la complementariedad pagana a la marginación cristiana*, Marie-Thérèse Raepsaet-Charlier propose une rapide synthèse du débat récent sur les « rôles religieux des femmes dans la Rome antique » et réaffirme une position qu'elle avait déjà présentée dans un article de 2006. La notion « d'incapacité sacrificielle des femmes », élaborée pour le monde grec par Marcel Detienne, avait permis, dit-elle de « résoudre bien des problèmes » avant d'être remise en cause. Cependant, M.-T. Raepsaet-Charlier reconnaît que l'argument de l'incapacité sacrificielle des femmes repose sur deux courts textes, l'un de Festus et l'autre de Plutarque, qui, ni l'un ni l'autre, ne permettent de construire l'hypothèse de l'exclusion des femmes du sacrifice sanglant. Ce sont donc des considérations plus générales qu'il faut prendre en compte. L'exclusion des femmes des « offices civils », répétée par les juristes, repose, dit M.-T. Raepsaet-Charlier, sur leur incapacité à représenter quiconque en raison de son absence de pouvoir (« la femme ne jouit d'aucun pouvoir, elle est exclue de toute fonction, elle ne peut représenter personne ni agir au nom de qui que ce soit », p. 204).

Le sacrifice animal, au cœur de la communication avec les divinités, ne pourrait donc être célébré par une femme, quelle qu'elle soit. Les exceptions signalées par M.-T. Raepsaet-Charlier ne remettraient pas en cause l'interdit : « Il ne suffit pas d'aligner des exemples de sacrifices féminins pour prétendre que l'interdit n'existe pas. Il existe toujours des exceptions, à tous les interdits » (p. 206). Néanmoins, une importante partie de l'article s'attache à comprendre ces « exceptions ». Les six Vestales, astreintes à la chasteté et choisies par le grand pontife parmi des fillettes de bonne famille, restaient en fonction durant 30 ans. Or, dès leur désignation par le grand pontife, elles quittaient la *patria potestas* de leur maison pour rejoindre l'*atrium Vestae*, leur nouvelle « maison ». Soumises au grand pontife, les Vestales échappaient à la puissance masculine de leur propre famille. Cette situation particulière explique qu'elles aient eu une certaine capacité juridique : elles pouvaient rédiger un testament, témoigner et se défendre seules. Elles bénéficiaient de licteurs pour leurs déplacements, comme les magistrats, et pouvaient intervenir politiquement en vertu de leur autorité religieuse. Non soumises à la *patria potestas*, les Vestales pouvaient célébrer « pour le peuple romain et les Quirites ». En ayant le monopole de la fabrication de la *mola salsa*, la farine salée rituelle avec laquelle chaque victime animale était aspergée, elles étaient en quelque sorte présentes sur la scène de tous les sacrifices. Elles possédaient le couteau sacrificiel (*secespita*), signe de leur capacité à sacrifier. Si les Vestales se trouvaient « au cœur du fonctionnement religieux romain », il reste cependant difficile de comprendre quel était précisément leur rôle dans les différents rites où leur présence est attestée. Par ailleurs, les prêtresses dites flaminiques, ainsi que la *regina sacrorum*, fournissaient l'élément féminin des sacerdoce majeurs de la Ville de Rome. Les époux des flaminiques, les *flamines*, ne pouvaient exercer leur sacerdoce s'ils n'étaient pas mariés, ce qui excluait non seulement les célibataires mais aussi les veufs et les divorcés. Les flaminiques disposaient comme les Vestales du couteau sacrificiel et sacrifiaient elles-mêmes. La prêtresse de Cérès, qui détenait une prêtrise publique, jouissait également de la capacité de sacrifier, comme sans doute les prêtresses attachées aux cultes de *Mater Magna* et d'Isis, des cultes importés et devenus, eux aussi, des cultes publics. Ces prêtrises, confiées à des femmes de grandes familles, cette fois indépendamment de leur époux, se sont développées dans l'Empire et dans les provinces, en même temps que celles liées au culte impérial (avec les *archiereiai*). Par ailleurs, les femmes officiaient dans le cadre de nombreux rituels qui nécessitaient des sacrifices non sanglants : *Matronalia*, *Matralia*, cérémonies pour Vénus *Verticordia* et pour la Fortune Virile, fête des *Carmentalia*, fête en l'honneur de *Fortuna Muliebris*. Les supplications des matrones, en particulier lors des jeux séculaires, soulignent le rôle qui était dévolu aux femmes au nom du peuple romain dans son entier. Selon l'auteure, c'est la théologie qui nous aiderait à comprendre la place des femmes dans la religion. Une analyse de la triade capitoline au travers de l'*Enéide* de Virgile montre que l'accord de Junon aurait été indispensable à l'installation de la souveraineté de Jupiter en Italie. De ce point de vue, Junon doit être considérée comme une divinité fondamentale et non marginale : elle est une *regina*, une souveraine. Le couple sacerdotal serait, d'une certaine manière, la manifestation humaine du couple divin Jupiter-Junon et le rôle des matrones – qui officiaient au nom du peuple romain (*pro populo*) lors de la fête de *Bona Dea* – s'inscrirait dans cet imaginaire théologique de la complémentarité plus que de la marginalisation.

- 6 L'article suivant, de Mercedes Oria Segura (« Iconografía de las actividades religiosas femeninas en Roma : visualizando la marginación »), apporte de nouvelles nuances à l'idée de la subordination des femmes mais en s'appuyant cette fois sur une analyse des

représentations visuelles (monnaies, reliefs, mosaïques et statuaire) de femmes participant à des actes culturels. À la suite des études de S. Ryberg en 1955 puis de V. Huet en 2008, l'auteure a constitué une base de données de plus d'une centaine d'images de prêtresses romaines dont une cinquantaine les montre participant à des activités culturelles, publiques et privées. La majorité de ces productions vient d'Italie, voire de Rome, ce qui, selon Mercedes Oria Segura, affaiblit la thèse de la marginalisation des femmes romaines dans la vie religieuse. Ces documents n'enlèvent cependant rien au poids et à l'efficacité du stéréotype de l'infériorité des femmes dont Clelia Martínez Maza montre comment il a été instrumentalisé par la hiérarchie ecclésiastique pour, peu à peu, discréditer comme hérétiques les premières communautés chrétiennes qui faisaient place égale aux femmes (« La retórica de la marginación femenina en el cristianismo primitivo »).

- 7 La cinquième partie, *Modelos de mujer bajo la perspectiva masculina*, regroupe trois articles, celui de Julián González Fernández, « La mujer romana a través de la mirada de Plinio el Joven », celui de María José Hidalgo de la Vega (« *Aemilia Pudentilla*: matrimonio, género y poder económico de una aristócrata africana ») et celui de José Carlos Saquete (« *La Historia Augusta* y las mujeres ») qui mettent tous l'accent sur des portraits de femmes romaines particulièrement actives et valorisées. Les *Lettres* de Pline le Jeune décrivent, malgré l'existence des restrictions légales bien connues, le contrôle considérable que certaines femmes avaient sur leurs biens propres et leur capacité à lancer des actions pour protéger leur famille. Elles soulignent aussi les aspects positifs des relations conjugales. On peut en dire autant de l'œuvre d'Apulée qui laisse entrevoir l'itinéraire de *Pudentilla*, la riche et indépendante Tripolitaine devenue épouse de l'écrivain. Certes, aucune femme ne menait une carrière sénatoriale ou administrative mais certaines manifestaient une autonomie d'action qui les rendait admirables aux yeux de certains de leurs contemporains. Dans l'*Historia Augusta*, les personnages de femmes servent souvent à mettre en valeur les personnages masculins, or elles ne sont jamais aussi positives que lorsqu'elles démontrent, comme Zénobie, des valeurs viriles. Autrement dit, la valeur des femmes ne passait pas toujours – ou seulement – par l'expression de leur modestie.
- 8 La dernière partie, *Mujeres en los márgenes sociales: libertas y bárbaras*, nous entraîne en dehors de la sphère des élites romaines. Carla Masi Doria, professeure de droit romain à l'université Federico II de Naples, analyse les sources juridiques, épigraphiques et littéraires qui documentent les femmes vivant sous le statut des Latins Juniens, un statut qui concernait d'anciens esclaves affranchis de manière quasi informelle (« *Libertae Iunianae*. Donne ai margini dello status libertino »). Francisco Cidoncha Redondo examine celui des unions entre patrons et affranchies (« *Libertae et coniuges*: las uniones entre libertas y patronos en el imperio romano »). Ces unions, très fréquentes, suggèrent un dispositif particulier dans lequel des femmes se trouvaient doublement soumises à leurs époux, à la fois en tant qu'épouses et en tant qu'anciennes esclaves. Alicia Ruiz Gutiérrez, montre, quant à elle, comment les personnages de femmes sont utilisés dans la *Géographie* de Strabon pour mettre en scène l'altérité des pays barbares (« Alteridad de las mujeres bárbaras en el mundo romano: la vision de Estrabon »).
- 9 Passons vite sur le fait que l'introduction annonce une « estructura en cinco partes » (p. 7) et sur quelques coquilles typographiques, en particulier dans l'édition du français : S. de Beauvier pour S. de Beauvoir (p. 7), « bisexués » pour « bisexuels »

(p. 24), « Péré-Nouguès » pour « Péré-Noguès » (p. 158), « S. Etienne » puis « S. Etienne » pour « S. Estienne » (p. 159), « parentê » pour « parenté » (p. 160), « ragon » pour « région », « sénatorial » pour « sénatorial » (p. 194). L'ouvrage présente les qualités et les défauts de presque tous les ouvrages issus de colloques. Il offre une somme d'informations où chacun pourra puiser en fonction de ses centres d'intérêt, d'autant plus que les contributrices sont souvent des savantes de réputation internationale qui participent à l'animation de réseaux de recherche sur les femmes de l'Antiquité romaine : Rosa Maria Cid Lopez à l'université d'Oviedo qui coordonne le groupe de recherches *Deméter* sur les femmes, la maternité, la famille et le genre ; Francesca Cenerini à l'université de Bologne et au travers du Groupe International d'Études sur les Femmes et la Famille dans la Rome Antique (GIEFFRA) ; Marie Thérèse Raepset-Charlier, enfin, dont les importants travaux ont été récemment réunis par A. Álvarez Melero sous le titre *Clarissima femina. Études d'histoire sociale des femmes de l'élite à Rome. Scripta varia*, Institut Historique Belge de Rome, Bruxelles-Rome, 2016. Malgré ses qualités, l'ouvrage souffre de répétitions entre les articles, de défauts d'organisation et de certaines incohérences de positionnement. Ainsi, la question de la religion, centrale pour le sujet, devait être réservée à la quatrième partie – selon la distribution des parties – alors qu'elle est déjà largement abordée en deuxième et troisième partie (par Pilar Pavón, Rosa María Cid López et Francesca Ceneri). Il manque une conclusion qui réponde à la question de la marginalisation annoncée en introduction et débattue entre des auteurs aux positions divergentes. Ce qui frappe est surtout l'absence de positionnement sur le référent de la catégorie « les femmes » – tantôt utilisée au singulier, tantôt au pluriel – ce qui n'aide pas à répondre à la question de leur marginalisation éventuelle. Parfois, les auteurs choisissent de traiter un seul segment de la catégorie : femmes de l'élite, femmes de la famille impériale, femmes des provinces de l'empire, femmes barbares ou femmes affranchies. Or la question de la subordination, de la marginalisation ou même de la complémentarité des femmes se résout difficilement lorsque les énoncés qui produisent la catégorie placée au cœur de l'analyse, et donc le sujet de la question, ne sont pas analysés. Les articles réunis montrent que la catégorie « les femmes » est surtout produite par des juristes (et certains d'entre eux prennent des distances avec leurs énoncés, ainsi Gaius). Le simple fait d'énoncer la différence homme/femme est déjà une manière de signifier des rapports de pouvoir, ce que l'histoire des premières communautés chrétiennes analysée par Clélia Martínez Maza montre sans peine. Hors des énoncés sur les femmes – ou sur la femme – ce que les chercheurs trouvent ce sont, en réalité, des femmes, les seuls individus ayant historiquement existé. Dès lors, confronté à des cas particuliers, celle ou celui qui cherche à faire exister la catégorie les femmes, ne peut qu'appeler à la rescousse l'argument de « la majorité » contre « la minorité », ou celui de « la règle » à laquelle s'opposeraient « des exceptions ». Or, aucun instrument ne donne aujourd'hui – et sans doute n'en aura-t-on jamais – de statistiques exhaustives qui permettent de distinguer « la majorité » et « la minorité ». Autrement dit, la seule question qui permette d'avancer dans le vieux débat sur l'homogénéité/hétérogénéité de la catégorie des femmes est celle des normes de genre. Qui les produit ? Pour quoi et pour qui ? Se pose aussi la question de la coexistence de normes contradictoires : aux stéréotypes véhiculés par certains juristes s'opposent les jugements portés dans les *Lettres* de Plinie, par exemple, ou ceux des communautés civiques qui honorent collectivement celles qui ont bien agi pour la communauté. Enfin, se pose celle de leur hiérarchisation : peut-on identifier une énonciation dominante, à la fois dans

l'historiographie ancienne et dans l'historiographie moderne ? Ces réserves méthodologiques n'enlèvent cependant rien au grand intérêt que produit cette nouvelle contribution sur l'histoire des femmes romaines. La richesse de l'ouvrage édité par Pilar Pavón, qui place au centre de la question la participation des femmes à la religion romaine, en fera sans nul doute un outil de travail très utile, à la fois pour les spécialistes et les étudiants.

AUTEUR

VIOLAINE SEBILLOTTE CUCHET

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
UMR 8210 ANHIMA